

Questions orales

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, voici ce que je répons au député.

Deux ou trois chapitres du rapport de Grandpré portent sur l'agriculture, et les recommandations sont évidemment à l'étude.

Il est important que les rajustements qui s'imposent se fassent avec la pleine collaboration du secteur. Nous poursuivons des entretiens avec les divers organismes de commercialisation, avec Agriculture Canada et, bien sûr, avec les provinces.

Je suis content que le député s'intéresse à la question. Nous l'inviterons sûrement aussi à participer au processus.

LA GESTION DES APPROVISIONNEMENTS

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, nous sommes d'avis que les recommandations de la commission de Grandpré concernant l'agriculture constituent la pire trahison perpétrée envers nos collectivités agricoles depuis la Confédération.

Le ministre ne convient-il pas que les industries soumises à la gestion des approvisionnement respectent le règlement du GATT? N'acceptera-t-il pas aujourd'hui de rejeter toutes les recommandations concernant les produits soumis à la gestion des approvisionnement au Canada?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Je ne sais pas exactement quelle partie du rapport le député a lue ou s'il comprend le rapport. La commission de Grandpré a, il me semble, appuyé sans réserve le concept de la gestion des approvisionnement, tout comme nous de ce côté-ci de la Chambre qui faisons partie du gouvernement. Nous avons toujours été de cet avis.

M. Gauthier: Vous n'avez pas lu le rapport.

M. Mazankowski: Je l'ai lu. J'ai même deux chapitres entre les mains.

Le fait est que le système de gestion des approvisionnement est en place. Il incombe maintenant au gouvernement et à l'industrie de s'assurer que les systèmes sont maintenus et améliorés en fonction des réalités du marché international.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'UNION SOVIÉTIQUE—LA SITUATION DES DISSIDENTS

M. Bill Attewell (Markham): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La semaine dernière, j'ai rencontré une dissidente soviétique, M^{me} Samoïlovich, à Moscou. Son mari George, qui a 66 ans, se meurt du cancer. L'ambassade britannique à Moscou l'a invité à se faire traiter au Royal Marsden Hospital de Londres, mais il n'a pas encore reçu son visa.

Je demande au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il peut intervenir auprès des autorités soviétiques dans cette affaire.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur le Président, j'interviendrai.

* * *

VIA RAIL

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

M. Maurice A. Dionne (Miramichi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je veux lui demander pourquoi il a fait une déclaration aussi fallacieuse au sujet de la clientèle de VIA Rail et pourquoi il veut induire le public canadien en erreur.

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Tout ce que j'ai à dire concernant la Société VIA Rail et ce que j'ai à dire pour toutes les corporations de la Couronne et les décisions qui sont à prendre, c'est qu'elles seront prises au moment opportun.

[Traduction]

L'AVENIR DU SERVICE VOYAGEURS

M. Maurice A. Dionne (Miramichi): Monsieur le Président, je comprends bien pourquoi le premier ministre ne veut pas répondre; je vais donc adresser ma question supplémentaire au ministre des Transports.

Le ministre va-t-il écarter les doutes qui planent au sujet de VIA, société créée par le premier ministre, et rassurer les Canadiens en leur disant que le Canada continuera à être doté d'un service ferroviaire de qualité, confortable et efficace?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je viens de dire à mon ami que la décision sera prise en temps et lieu; c'est toujours la même réponse.